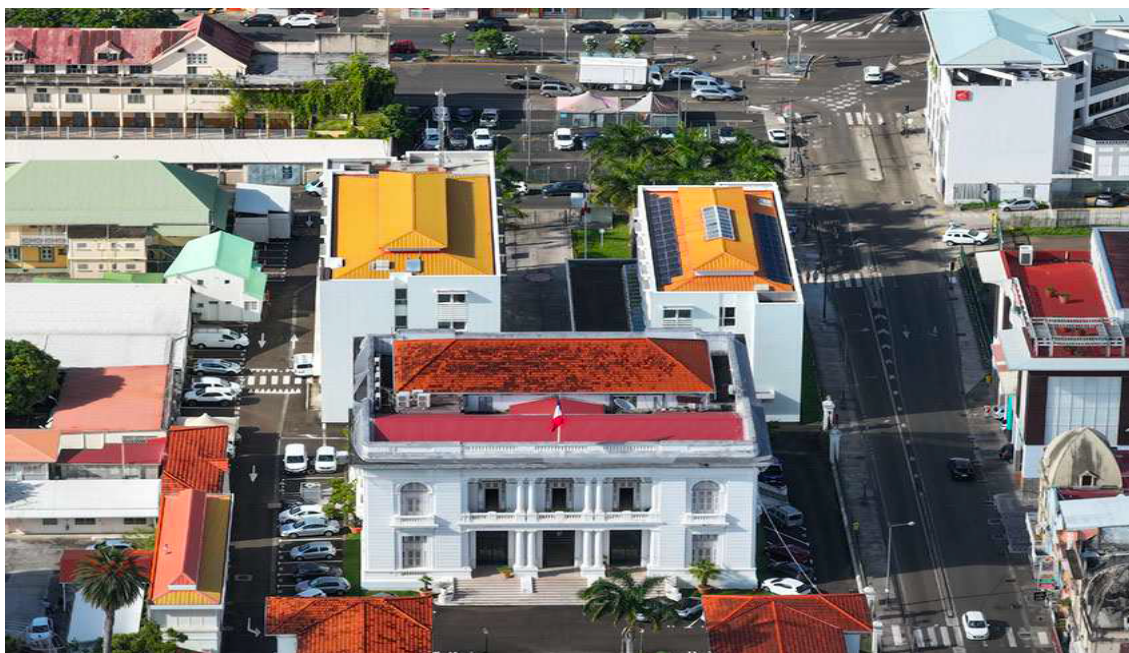


PLAN GENERAL DE COORDINATION



REEMPLACEMENT DE LA TOITURE		
Maître d'Ouvrage	Représentant	Email
PRÉFECTURE DE LA MARTINIQUE	Line PETIT FRERE	line.petit-frere@martinique.gouv.fr
Maître d'Œuvre	Représentant	Email
CETE	LUDON EDDY	eludon@cete-ing.fr
Coordonnateur SPS	Représentant	Email
AV SERVICES	Allane VARANE 06 96 97 30 22	allane.varane@av-services.fr

MISE A JOUR			
N° DE L'AVENANT	DATE	Rédacteur	Objet
0	29/10/2024	A.VARANE	PGC -V3

SOMMAIRE

Table des matières

1 - CADRE REGLEMENTAIRE	3
2 - OBJET DU PLAN	5
3 - DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPÉRATION	6
LISTE DES LOTS :	6
4 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	7
Liste des intervenants :	7
Organisme de Prévention :	7
Services d'urgences :	7
5 - ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER	8
MESURES ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE ET LE COORDONNATEUR SPS	8
MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS	9
6 - DESCRIPTION DES RISQUES ET DES MESURES DE PRÉVENTION DE CHACUN DES CORPS D'ÉTAT	11
ÉTANCHÉITÉ	11
CHARPENTE – HABILLAGE DE FACADES	11
TOUTES LES ENTREPRISES	11
7 - MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES INTERVENANTS	12
8 - PLAN PARTICULIER SIMPLIFIÉ DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ	13
10 – VISA DE L'ENTREPRISE	15
11 – ANNEXES	16

	<p align="center">Registre Journal</p> <p align="center">Opération : LE PALAIS-BAT A_FDF_REEMPLACEMENT DE TOITURE</p> <p align="center">Date : 29/10/2024</p>	 <p align="center">PREFECTURE DE MARTINIQUE</p>
---	--	---

1 - CADRE REGLEMENTAIRE

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur sécurité et protection de la santé pour répondre aux exigences de la loi 93-1418 du 31/12/1993, son décret d'application 94-1159 du 26/12/1994, le décret 2003-68 du 24/01/2003 et l'arrêté du 25 février 2003 fixant la liste des risques particuliers (liste page suivante).

Il est fondé sur les principes généraux de prévention c'est à dire :

- 1 - Éviter les risques
- 2 - Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
- 3 - Combattre les risques à la source
- 4 - Adapter le travail à l'homme
- 5 - Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- 6 - Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui l'est moins
- 7 - Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants
- 8 - Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle
- 9 - Donner des instructions appropriées

Les points 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8, sont applicables aux maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre et coordonnateurs SPS

Les points 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9, sont applicables aux entreprises

Les points 1, 2, 3, 4, 5, et 6, sont applicables aux travailleurs indépendants

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

	<p align="center">Registre Journal</p> <p align="center">Opération : LE PALAIS-BAT A_FDF_REEMPLACEMENT DE TOITURE</p> <p align="center">Date : 29/10/2024</p>	
---	--	--

Les éléments contenus dans le Plan Général de Coordination ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le plan général de coordination pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Liste de travaux comportant des risques particuliers

Pour lesquels un plan général simplifié de coordination est requis dans le cas d'opérations de niveau III - Arrêté du 25 février 2003

La liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R. 238-25-1 ou de l'article R. 238-25-2 du code du travail a été fixée comme suit par un arrêté du 25 février 2003. Cet arrêté est applicable pour toute opération de niveau III dont la phase de conception est entreprise au plus tard le 1er octobre 2003 :

1/ Travaux présentant des risques particulièrement aggravés par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre, soit par l'environnement du poste de travail, soit de l'ouvrage exposant les travailleurs :

à des risques de chute de hauteur au sens de l'article R 4323-59 du code du travail ;

à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement.

2/ Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale spéciale au sens de l'article R.4624-19, ou de l'article R 717-16 du code rural, ainsi que des articles R. 4412-44 et R. 4426-7 ;

3/ Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, définis à l'article R4412-114 du code du travail ;

4/ Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article R 4452-1 du code du travail ;

5/ Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension TBT (soit plus de 50 volts en courant alternatif ou 120 volts en courant continu lisse) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB (soit plus de 50 000 volts en courant alternatif ou de 75 000 volts en courant continu lisse) aériennes ou enterrées ;

6/ Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade ;

7/ Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre ;

8/ Travaux en plongée appareillée ;

9/ Travaux en milieu hyperbare ;

10/ Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes ;

11/ Travaux comportant l'usage d'explosifs ;

12/ Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article R 4534-103 du code du travail ;

	<p style="text-align: center;">Registre Journal</p> <p style="text-align: center;">Opération : LE PALAIS-BAT A_FDF_REEMPLACEMENT DE TOITURE</p> <p style="text-align: center;">Date : 29/10/2024</p>	
---	---	--

13/ Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 tonnes/mètre, tels que grues mobiles ou grues à tour.

2 – OBJET DU PLAN

Le présent Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.) qui découle de l'application de la Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 :

- Définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques qui découlent de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.
- Énonce les renseignements, mesures, sujétions et modalités tels que définis à l'article R 4532-44 du décret n° 2008-244 du 7 décembre 1994 qui précise les conditions d'application de la Loi précitée.

Ce document doit être pris en compte par les entreprises :

- Au stade de la consultation, pour l'établissement de leur proposition
- Au stade de la préparation de chantier, pour la rédaction du PPSPS
- Au stade de la construction, pour l'exécution de leurs ouvrages

Il est évolutif et pourra être complété au cours de la réalisation des travaux.

	<p style="text-align: center;">Registre Journal</p> <p style="text-align: center;">Opération : LE PALAIS-BAT A_FDF_REEMPLACEMENT DE TOITURE</p> <p style="text-align: center;">Date : 29/10/2024</p>	 <p style="text-align: center;">PREFECTURE DE MARTINIQUE</p>
---	---	--

3 – DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPÉRATION

NATURE DE L'OPÉRATION :

REMPLACEMENT DE LA TOITURE DU BÂTIMENT A « LE PALAIS »
DE LA PRÉFECTURE DE FORT DE FRANCE

ADRESSE DE L'OPÉRATION :

PRÉFECTURE DE FORT DE FRANCE
RUE LOUIS BLANC
97200 FORT DE FRANCE

LISTE DES LOTS :

- Lot unique : CHARPENTE, COUVERTURE, ÉTANCHÉITÉ

D'une technicité courante, les travaux ne devraient pas engendrer une difficulté majeure en ce qui concerne la mise en place et le respect des règles élémentaires de sécurité et protection de la santé.

Le chantier est réalisé dans une zone industrielle à proximité d'autres usines

PLANNING DES TRAVAUX

Période de préparation : 3 semaines (compris dans le délai global)

Début des travaux : Décembre 2024

Délais : 2 mois

CATÉGORIE DE LA MISSION SPS

L'effectif prévisible est inférieur à 500 hommes x jours ; la mission est classée en catégorie III, soumise à PGC S.P.S. simplifié.

Un P.P.S.P.S. simplifié est demandé aux entreprises réalisant des travaux à risques particuliers.

Cf. chapitre « Plan particulier de sécurité et de protection de la santé »

INVENTAIRE DES RISQUES

Risques :

- risques électriques : matériel de chantier (tous les lots)
- chutes de hauteur
- chutes d'objet

Contraintes :

- accès sur les sites

AV SERVICES - 1 CHEMIN RURAL DE BONNY - QUARTIER MONNEROT - 97231 Le Robert, MQ - Martinique

Siret : 90156703200015 - Naf : 7490B - TVA : FR56901567032 - RCS FORT-DE-FRANCE

SASU au capital de 500 €

Tel : 0696 97 30 22 - Email : allane.varane@av-services.fr

Site internet : <https://www.av-services.fr>

	<p align="center">Registre Journal</p> <p align="center">Opération : LE PALAIS-BAT A_FDF_REEMPLACEMENT DE TOITURE</p> <p align="center">Date : 29/10/2024</p>	 <p align="center">PREFECTURE DE MARTINIQUE</p>
---	--	--

4 – RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

Liste des intervenants :

Intervenants	Organisme	Représentant	Mail
Maître d'ouvrage	PRÉFECTURE DE LA MARTINIQUE	Line PETIT FRERE	line.petit-frere@martinique.gouv.fr
Maître d'œuvre	CETE INGÉNERIE	LUDON Eddy 0696 80 97 77	eludon@cete-ing.fr
Bureau de contrôle	QUALICONSULT	BEUZE Kévin 0696 35 04 46	Kevin.beuze@qualiconsult.fr
Entreprise travaux	-	-	-
Entreprise travaux	-	-	-
Entreprise travaux	-	-	-
Coordonnateur SPS	AV SERVICES	A. VARANE B. 0696 97 30 22	allane.varane@av-services.fr

Organisme de Prévention :

Nom	Adresse	Téléphone
D.I.E.C.C.T.E	Immeuble EOLE, 2 Avenue des Arawak, Fort-de-France 97200, Martinique	0596 71 15 00
C.A.R.S.A.T/C.G.S.S	Immeuble Nacara - Rue Case Nègres Place d'Armes - 97232 LE LAMENTIN	08 20 22 25 55

Services d'urgences :

Nom	Adresse	Téléphone
POMPIER	-	18
POLICE	-	17
SAMU	-	15
HOPITAL	Hôpital Pierre Zobda-Quitman - 97200 Fort-de-France	0596 66 46 00

	<p style="text-align: center;">Registre Journal</p> <p style="text-align: center;">Opération : LE PALAIS-BAT A_FDF_REEMPLACEMENT DE TOITURE</p> <p style="text-align: center;">Date : 29/10/2024</p>	 <p style="text-align: center;">PREFECTURE DE MARTINIQUE</p>
---	---	--

Obligations des titulaires, cotraitants et sous-traitants

Ils doivent obligatoirement :

- Obtenir l'acceptation des sous-traitants et faire agréer les conditions de paiement direct de chaque sous-traité, ceci en vertu de la Loi du 31 décembre 1975.
- Produire le programme d'exécution des travaux ainsi que le projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires suivant l'article 8.1 du CCAP et l'annexe I du présent document.
- Établir les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).
- Respecter les dispositifs de sécurité collectifs, communs à deux ou plusieurs entreprises ou propre à un seul corps d'état et ne pas les déposer, modifier ou déplacer sous aucun prétexte.
- Établir leurs installations de chantier dans l'emprise du terrain affecté à cette opération.

5 - ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER

MESURES ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE ET LE COORDONNATEUR SPS

Accès chantier :

Livraison : entrée rue Victor sévère

Ouvriers : rue Louis Blanc

Clôture de chantier :

Sans objet

Stationnement des véhicules :

2 places de parking seront attribuées (les véhicules entreprises devront être identifiables)

Installation de chantier :

Mise à disposition par le MO de sanitaires et d'une salle pour la restauration des compagnons.

Téléphone d'urgence :

Téléphone portable admis

Zones de stockage :

Pas de zone de stockage au sol, les livraisons de matériaux se feront directement en toiture.

Gestion des déchets :

Chaque entreprise à la charge de l'enlèvement immédiat des déblais et déchets ainsi que de leurs transports aux décharges publiques.

	<p style="text-align: center;">Registre Journal</p> <p style="text-align: center;">Opération : LE PALAIS-BAT A_FDF_REEMPLACEMENT DE TOITURE</p> <p style="text-align: center;">Date : 29/10/2024</p>	 <p style="text-align: center;">PREFECTURE DE MARTINIQUE</p>
---	---	---

Contact sur site :

Mr NOSIBOR Samuel (responsable technique)
0696 33 51 09

Personnel ouvrier :

Le personnel devra être identifié et identifiable

Électricité de chantier :

Mise à disposition par le Maître d'Ouvrage.

MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS

Protections collectives :

-L'entreprise retenue pour les travaux a en charge les protections collectives pour toute la durée du chantier. Seul l'entrepreneur ayant à sa charge la maintenance des protections collectives sera autorisé à les déposer. Cependant elles pourront être déposées dans les cas suivants :

- Disparition du risque suivant l'avancement des travaux.
- La protection définitive de l'ouvrage est mise en place et suffisante pour les travaux qui restent à réaliser.

Protections individuelles :

Toutes les entreprises veilleront à ce que leur personnel (y compris le personnel intérimaire) soit équipé et utilise les équipements de protection individuels adaptés à leur activité et à l'environnement.

Chaque entreprise précisera l'affectation des équipements personnels destinés à prévenir les risques tels que :

- Gilets de visualisation pour le personnel à pied situé dans une zone où il y a des circulations d'engins ou de véhicule.
 - Casques obligatoires pour toute personne présente sur le chantier.
 - Chaussures ou bottes de sécurité pour toute personne présente sur le chantier.
- Harnais de sécurité pour opérations ponctuelles telles que la mise en place de sécurité collective.
- Lunettes, masques, gants de manutention...

Conditions de manutention :

- Pour les approvisionnements,
Les livreurs seront accueillis par l'entreprise concernée.
Les livraisons de matériels se feront par camions ou semi-remorques qui se gareront dans la zone prévue à cet effet suivant le plan d'installation de chantier.

	<p style="text-align: center;">Registre Journal</p> <p style="text-align: center;">Opération : LE PALAIS-BAT A_FDF_REEMPLACEMENT DE TOITURE</p> <p style="text-align: center;">Date : 29/10/2024</p>	 <p style="text-align: center;">PREFECTURE DE MARTINIQUE</p>
---	---	--

Chaque entreprise assurera le déchargement de ses fournitures et matériels et en assurera également l'approvisionnement jusqu'au poste de travail.

Dans le cas où des moyens spécifiques seraient utilisés (treuils, consoles, nacelles, chariot élévateur, etc.), les entreprises devront communiquer au Maître d'Œuvre, pour accord préalable, et au Coordonnateur SPS, pour avis, les projets d'installations en précisant les charges, efforts et mode de fixation.

- Pour les manutentions manuelles des charges,
La loi impose de privilégier la manutention mécanique au détriment de la manutention manuelle. En cas d'impossibilité, il est expressément demandé de prendre des mesures d'organisation adaptées de façon à limiter l'effort physique et les risques découlant de la manutention manuelle. L'entreprise détaillera dans son PPSPS les modes opératoires pour ces phases de manutention.
- Pour les moyens de levage,
Tous les appareils de levage appelés à être utilisés sur le chantier devront avoir subi et satisfait aux épreuves de vérifications prévues par la réglementation.
Les rapports écrits justifiant des épreuves et vérifications devront être tenus à la disposition du Coordonnateur S.P.S. sur le chantier.
Le personnel utilisant ces appareils devra avoir toutes les qualifications réglementaires (CACES, autorisation de conduite, ...) et respecter les consignes d'utilisation de ces engins.
Pour la mise en commun de moyens, un protocole sera établi avec les entreprises concernées.
L'appareil de levage doit être en bon état.
La conduite de l'appareil de levage doit être confiée au grutier habituel et sous la responsabilité de l'entreprise mettant à disposition l'appareil.
Tous les appareils de levage (chaines, élingues...) nécessaires à la manutention sont fournis par l'entreprise utilisatrice.
L'élingage, les manœuvres et le guidage des charges doivent être confiés à des personnes qualifiées sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice.

-Grue à montage rapide,
Sans objet

Conditions de stockage et d'évacuation des gravats :

Conformément à la Loi n° 75.633 du 15 juillet 1975, modifié par la Loi n° 92.646 du 13 juillet 1992, les conditions de stockage, d'élimination et d'évacuation des déchets du chantier seront les suivantes :

- Déchets de type EMB (Emballage) : emballages non souillés.
- Déchets de type DI (Déchets Inertes), non toxiques, non évolutifs dans le temps.
- Déchets de type DIB (Déchets Industriels Banals), non toxiques, évolutifs dans le temps.

	<p align="center">Registre Journal</p> <p align="center">Opération : LE PALAIS-BAT A_FDF_REEMPLACEMENT DE TOITURE</p> <p align="center">Date : 29/10/2024</p>	 <p align="center">PREFECTURE DE MARTINIQUE</p>
---	--	---

- Déchets de type DIS (Déchets Industriels Spéciaux), toxiques, évolutifs ou non dans le temps.

6 - DESCRIPTION DES RISQUES ET DES MESURES DE PRÉVENTION DE CHACUN DES CORPS D'ÉTAT

ÉTANCHÉITÉ

- L'utilisation des engins de levage approprié (à préciser dans le PPSPS).
- La mise en place de filets, de protections collectives périphériques.
- La mise à disposition de harnais + antichute pour la mise œuvres des garde-corps ou risse de terrasse (à préciser dans le PPSPS).

CHARPENTE – HABILLAGE DE FACADES

- L'utilisation des engins de levage approprié (à préciser dans le PPSPS).
- La mise en place de filets, de protections collectives périphériques.
- La mise à disposition de harnais + antichute pour la mise œuvres des garde-corps ou risse de terrasse (à préciser dans le PPSPS).
- La fourniture et la pose d'un échafaudage de pied. L'échafaudage sera équipé de platelage à chaque niveau. Il devra être conforme au décret du 8 Janvier 1965 et décret 77 996 du 19 Août 1977. Il comprendra tous les éléments nécessaires tels que : Piètements, ancrages, contreventements longitudinaux, transversaux et horizontaux, encorbellements, éventail, avec le respect des entraxes de support de planchers, des distances entre planchers et murs, des largeurs de planchers, des garde-corps, des plinthes, des filets, des passerelles et des accès et indications des charges admissibles sur les plateaux.
- Les protections contre les chutes d'objets sur les plans de travail et de circulation.

TOUTES LES ENTREPRISES

- Le port des EPI
- L'habilitation des intervenants à l'utilisation des engins
- Les moyens de secours.
- Les stockages de produits dangereux (abri fermé, signalé et ventilé).
- Les protections des ouvrages.
- Les protections de l'entreprise utilisatrice contre les émissions de bruits et vibrations, les productions et diffusions de poussières, les dégradations de matériel ou d'équipements, etc... (suivant consignes du MO).
- Les recherches, localisations et mises hors service des fluides et courants avec consignations avant déposes, percements des parois (réseaux apparents, encastrés, enrobés, dissimulés, enterrés).

	<p style="text-align: center;">Registre Journal</p> <p style="text-align: center;">Opération : LE PALAIS-BAT A_FDF_REEMPLACEMENT DE TOITURE</p> <p style="text-align: center;">Date : 29/10/2024</p>	
---	---	--

- Le travail sur échelle simple ou double est interdit. Préférer les plates-formes individuelles.
- Le nettoyage journalier du chantier.
- La matérialisation et le balisage des zones de travaux dans le cadre de co-activités.
- Un téléphone permettant d'appeler directement le 18 et le 15 (un par entreprise).
- Les consignes de sécurité concernant la découverte éventuelle d'obus ou munitions sur le site avec balisage de la zone concernée, l'arrêt de toute activité, l'alerte aux services de secours et de déminage.
- Les consignes de sécurité concernant la découverte éventuelle de matériaux contenant de l'amiante sur le site avec balisage de la zone concernée, l'arrêt de toute activité, l'alerte aux Maître d'Ouvrage et CSPS.

7 - MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES INTERVENANTS

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Le présent PGC s'applique aux travailleurs indépendants ou employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier.

SOUS-TRAITANTS

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage.

L'entreprise titulaire doit remettre le présent PGC et le PPSPS de l'entreprise principale à son sous-traitant.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours.

COORDONNATEUR SPS

Le Coordonnateur intervient sous la responsabilité du maître d'Ouvrage Toutefois, afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le Maître d'Ouvrage autorise le Coordonnateur à communiquer directement au Maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

En cas de difficultés, le Coordonnateur avertit le Maître d'Ouvrage afin que celui-ci prenne les dispositions qu'il estime justifiées.

Le Coordonnateur ne dispose d'aucun pouvoir de commandement à l'égard du personnel des entreprises et ne se substitue pas à celles-ci en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

	<p style="text-align: center;">Registre Journal</p> <p style="text-align: center;">Opération : LE PALAIS-BAT A_FDF_REEMPLACEMENT DE TOITURE</p> <p style="text-align: center;">Date : 29/10/2024</p>	 <p style="text-align: center;">PREFECTURE DE MARTINIQUE</p>
---	---	--

Lorsque, dans le cadre de sa mission, le Coordonnateur constate un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger notamment par arrêt de tout ou partie du chantier.

REGISTRE-JOURNAL

Le Coordonnateur, au titre de sa mission, tient à jour un Registre-Journal au fur et à mesure du déroulement de l'opération.

Y sont notamment consignés :

- la liste des intervenants,
- les comptes rendus des inspections communes,
- les observations ou notifications formulées à tout intervenant sur le chantier.

Le Registre-Journal n'est pas déposé en permanence sur le chantier.

Toutefois, afin de permettre aux intervenants de se tenir informés des éléments courants de la coordination SPS, un classeur de chantier est mis en place par le coordonnateur ; il contiendra notamment un exemplaire à jour du présent PGC, copies des PPSPS et du registre journal.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Le coordonnateur CSPS sera informé dans les 48 heures des accidents survenus sur le chantier.

INSPECTION COMMUNE

Le coordonnateur procédera à une inspection commune avec les entreprises, pendant la période de préparation et avant tout début de travaux, pour définir précisément les installations de chantier et prendre connaissance des contraintes et servitudes entourant le chantier.

Celle-ci permet à l'entreprise de rédiger son P.P.S.P.S. simplifié.

8 - PLAN PARTICULIER SIMPLIFIÉ DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

Tous les entrepreneurs, y compris les indépendants, intervenant sur le site et dont les travaux présentent des risques particuliers doivent établir un PPSPS simplifié dans les délais suivants :

- entrepreneur titulaire d'un contrat signé par le Maître d'Ouvrage : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.
- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux accessoires dans une opération de génie-civil.

	<p style="text-align: center;">Registre Journal</p> <p style="text-align: center;">Opération : LE PALAIS-BAT A_FDF_REEMPLACEMENT DE TOITURE</p> <p style="text-align: center;">Date : 29/10/2024</p>	 <p style="text-align: center;">PREFECTURE DE MARTINIQUE</p>
---	---	---

Le P.P.S.P.S. simplifié est établi en fonction :

- des contraintes propres à l'opération (dont les risques particuliers),
- des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise,
- des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un P.P.S.P.S. simplifié analyse les risques présentés par les travaux à risques particuliers ; il décrit les consignes à observer ou à transmettre aux salariés appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de sécurité et de santé dans lesquelles vont être exécutés les travaux.

Il doit être adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Le P.P.S.P.S. contient :

- les coordonnées de l'entreprise,
- les noms du responsable des travaux et du rédacteur du P.P.S.P.S.
- la nature des travaux réalisés,
- les sous-traitances prévues,
- les installations de chantier prévues,
- les mesures prévues pour assurer la sécurité du personnel de l'entreprise et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier,
- le planning des interventions,
- l'effectif prévu,
- la liste des personnels autorisés à accéder au chantier,
- la liste des secouristes présents sur le chantier.

Un P.P.S.P.S. peut être modifié ou complété par des additifs.

Toutes les entreprises doivent diffuser leur P.P.S.P.S. au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé pour que celui-ci soit validé avant le début de leur intervention.

L'entreprise principale doit communiquer son PPSPS aux autres entreprises.

L'entreprise principale ainsi que les entreprises réalisant des travaux à risques particuliers doivent communiquer leur P.P.S.P.S. à :

- l'Inspection du Travail ;
- la CARSAT;
- l'OPPBTP.

10 – VISA DE L'ENTREPRISE

ATTENTION

Une copie de cette page, signée et tamponnée, doit être jointe en annexe au PPSPS de chaque entreprise confirmant qu'elle a pris connaissance du PCG

VISA DE L'ENTREPRISE	
À.....	
Le.....	
Mention manuscrite « Lu et approuvé »	
Signature et cachet de l'entrepreneur comme :	
Titulaire	
Mandataire	
Cotraitant	
Sous-traitant	
(rayer les mentions inutiles)	

	<p align="center">Registre Journal</p> <p align="center">Opération : LE PALAIS-BAT A_FDF_REEMPLACEMENT DE TOITURE</p> <p align="center">Date : 29/10/2024</p>	 <p align="center">RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p> <p align="center">PREFECTURE DE MARTINIQUE</p>
---	--	--

11 – ANNEXES



